

**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2020-CAB- 208**  
**portant création d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

**VU** le décret du 10 juillet 2019 du Président de la République portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet de Mayotte, Délégué du Gouvernement ;

**VU** le décret du 8 octobre 2019 portant nomination de M. Jean-Baptiste CONSTANT, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2019-SG-DIRCAB-894 du 29 octobre 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste CONSTANT, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, **chaque jour de la semaine du lundi au dimanche dans les créneaux horaires suivants de 13h00 à 12h00 le lendemain dans l'enceinte des locaux de l'évaluation sanitaire du centre de référence de Dzaoudzi (CHM).**

**Article 2 :** Cette mesure prend effet à compter du **lundi 16 mars 2020 à 13h00.**

**Article 3 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale ou par la police aux Frontières.

**Article 4 :** Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la Directrice de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 16 mars 2020**



**Pour le Préfet et par délégation**  
**Sous-Prefet**

Chef d'état-major

Lutte contre l'Immigration Clandestine

**Julien KERDONCUF**